

Séance publique du lundi 1 octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1 octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETTOUT.

Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers / chemin de Moularès) Propriété AGELOU 951, avenue du Pont Trinquat Parcelle cadastrée DS 556p Promesse d'échange foncier

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération du 14/12/2009, le conseil municipal a fixé les objectifs du projet d'élargissement de l'avenue du Pont Trinquat dans sa partie comprise entre la rue des Acconiers et le chemin de Moularès. Ce projet s'inscrit dans le développement de la Ville, notamment de l'opération Port Marianne, et la nécessité d'adapter le réseau viaire à sa forte croissance démographique.

Cette avenue est considérée comme un des maillons fonctionnels importants du réseau viaire montpelliérain dans la perspective de la réalisation prochaine du Pont de la République sur le Lez.

L'aménagement prévu permettra de transformer l'actuelle voie à sens unique et ses trottoirs étroits et peu sécurisés, en une voie urbaine à double sens de circulation bordée de trottoirs plantés dont un espace partagé piétons/cycles confortable de 5 mètres de large, du stationnement unilatéral discontinu, le tout sur une emprise d'une largeur comprise entre 13 et 15 mètres définie à l'issue d'une large concertation menée auprès des propriétaires concernés.

Les travaux commenceront au premier trimestre 2013 et dureront environ une année.

Le Conseil Municipal, par délibération du 28 mars 2011, a arrêté le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et le dossier d'enquête parcellaire autorisant l'acquisition des biens nécessaires à l'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat, soit à l'amiable, soit par expropriation. Ces enquêtes se sont déroulées du 19 mars au 18 avril 2012. La Ville a pris néanmoins contact avec les propriétaires depuis plusieurs mois pour négocier à l'amiable l'acquisition des emprises nécessaires à la réalisation du projet, soit environ 1762 m² répartis sur dix-neuf parcelles. Dans ce cadre, la Ville a fait des propositions à chacun concernant les prix d'acquisition des terrains concernés et les travaux de reconstitution qu'elle devra réaliser (mur de clôture, réseaux...). Par arrêté préfectoral du 18 juillet 2012, ce projet d'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat a été déclaré d'utilité publique.

S'agissant de la propriété des consorts AGELOU, le projet prévoit l'acquisition par la Ville d'une superficie de 2 m². Compte tenu de la configuration actuelle de leur parcelle cadastrée DS 556, il est opportun pour la Ville de leur céder une superficie de 3 m² issue du domaine public de la voirie actuelle au droit de cette parcelle, afin d'obtenir un tracé droit de la future voie. Cela permettra à M. AGELOU de décaler légèrement son portail dans l'angle de la parcelle et de reconstruire son mur de clôture.

Ainsi, conformément à l'estimation des services fiscaux, il est possible d'envisager un échange sans soulte de ces deux entités foncières, à savoir :

- Cession par les consorts AGELOU à la Ville d'une emprise de 2 m² de terrain bâti issue de leur propriété cadastrée DS 556 pour un prix de 240 € se décomposant ainsi :
Indemnité principale : 2 m² x 100 €/m² = 200 €
Indemnité de remploi : 40 €
Indemnité totale : 240 €
- Cession par la Ville aux consorts AGELOU d'une emprise de 3 m² issu du domaine public de la voirie pour un prix de 240 €

Les consorts AGELOU ont accepté de signer une promesse synallagmatique d'échange. A cette promesse, est annexée une convention de travaux par laquelle la Ville s'engage à déconstruire le mur de clôture. Les consorts AGELOU s'engagent à reconstruire ce mur de clôture et à déplacer leur portail en limite de la nouvelle voirie.

Ainsi, nous vous proposons d'accepter cette promesse d'échange foncier conforme à l'estimation des services fiscaux.

En conséquence, après étude et au vu de l'estimation des services fiscaux, nous vous proposons :

- De déclasser du domaine public communal une emprise de 3 m² située 951, avenue du Pont Trinquat au droit de la parcelle cadastrée DS 556,
- De faire procéder au numérotage de cette nouvelle parcelle par un géomètre auprès des services du cadastre,
- D'autoriser un échange foncier sans soulte avec les consorts AGELOU, soit :
 - . cession par les consorts AGELOU à la Ville d'une emprise de 2 m² de terrain bâti issue de leur propriété cadastrée DS 556 pour un prix de 240 €, se décomposant ainsi :
Indemnité principale : 2 m² x 100 €/m² = 200 €
Indemnité de remploi : 40 €
 - . cession par la Ville aux consorts AGELOU d'une emprise de 3 m² issu du domaine public de la voirie pour un prix de 240 €
- D'accepter la signature par la Ville de la promesse synallagmatique d'échange foncier et de la convention de travaux,
- De confier la rédaction de l'acte authentique constatant cet échange foncier à Maître VIALLA, notaire à Montpellier,
- De dire que les frais liés à cet échange foncier seront prélevés sur le budget de la Ville,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à déposer toute demande d'autorisation administrative et à signer tout acte ou document concernant à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 2 octobre 2012